



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE NOUVELLE-CALEDONIE

LE MEMENTO DES INVESTISSEURS EN NOUVELLE-CALEDONIE

LEXIQUE DE TERMES, SIGLES ET ABRÉVIATIONS

N. 21

avril 2006

- **Accord collectif et convention collective** : acte conclu entre les organisations syndicales de salariés reconnues représentatives et les organisations syndicales d'employeurs ou des employeurs pris individuellement.
- **ADECAL** : Agence de développement économique de la Nouvelle-Calédonie.
- **Administrateur** : membre du conseil d'administration d'une société anonyme nommé par l'assemblée constitutive, par l'assemblée générale ordinaire ou par les statuts.
- **Aide judiciaire** : aide aux victimes dans les procès devant les juridictions pénale, civile et commerciale, ainsi que devant le tribunal du travail et tribunal administratif
- **Aide juridictionnelle** : aide permettant à une personne de se défendre devant une juridiction pénale.
- **APE** : activité principale exercée. C'est un code composé de 3 chiffres et une lettre correspondant à l'activité exercée.
- **APE** : Agence pour l'emploi. Pour les offres et les demandes voir SEF, Service de l'emploi et de la formation.
- **Apport en nature** : immeubles ou meubles qu'un associé s'engage à apporter à la société.
- **BA** : bénéfice agricole.
- **BIC** : bénéfice industriel et commercial.
- **BNC** : bénéfice non commerciaux.
- **BTS** : brevet de technicien supérieur.
- **Cadre** : salarié ayant une formation supérieure et pouvant exercer par délégation de l'employeur un commandement sur des collaborateurs de toute nature.
- **C.A.F** : coût-assurance-fret
- **CAFAT** : Caisse d'allocations familiales et des accidents du travail.
- **CAP** : certificat d'aptitude professionnelle.
- **CAPES** : certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire
- **CCI** : Chambre de commerce et d'industrie.
- **CES** : Conseil économique et social.
- **CFP** : Comptoirs français du Pacifique (franc CFP ou XPF).
- **COFACE** : Compagnie française pour le commerce extérieur.

- **CRE** : Caisse de retraite pour la France et l'extérieur, qui est membre de l'Association des régimes de retraite complémentaire des ouvriers (ARRCO).
- **Créance** : droit d'exiger la remise d'une somme d'argent
- **Créanciers** : titulaire d'un droit de créance
- **Dengue** : maladie virale transmise à l'homme par le moustique. Les symptômes sont une fièvre intense, des frissons, des douleurs musculaires et articulaires avec maux de tête. Il n'y a pas de vaccin ni de traitement excepté faire baisser la fièvre et réhydrater. La convalescence est longue.
- **DEUG** : diplôme d'études universitaires générales.
- **Directoire** : organe collectif chargé de gérer certaines sociétés anonymes.
- **EURL** : entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée.
- **GIE** : groupement d'intérêt économique.
- **IEOM** : Institut d'émission d'outre-mer.
- **ICAP** : Institut calédonien de participation.
- **IFREMER** : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.
- **Impôt direct** : impôt portant immédiatement sur une personne, sur la possession ou la jouissance d'un bien.
- **Impôt indirect** : impôt perçu à l'occasion d'un fait, d'un acte ou d'un échange.
- **IRCAFEX** : Institution de retraite des cadres pour la France et l'extérieur qui est membre de l'Association de gestion des institutions de retraite des cadres (AGIRC).
- **IRCDC** : impôt sur le revenu des créances, dépôts et cautionnements.
- **IRD** : Institut de recherche pour le développement.
- **IRPP** : impôt sur le revenu des personnes physiques.
- **IRVM** : impôt sur le revenu des valeurs mobilières.
- **IS** : impôt sur les sociétés
- **ISEE** : Institut de la statistique et des études économiques.
- **JAL** : journal d'annonces légales
- **JONC** : Journal officiel de Nouvelle-Calédonie.
- **K-Bis** : document officiel attestant de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés. Délivré par le greffe du tribunal mixte de commerce.
- **Licence** : document administratif permettant le passage en douane de marchandises soumises au contingentement à l'importation ou à prohibition de sortie.
- **Loi du pays** : nom donné aux textes de loi locaux. Les projets de loi du pays émanent du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et les propositions de loi du pays émanent du congrès du territoire. Ces projets ou propositions sont soumis au Conseil d'Etat pour avis.
- **Loi organique** : loi votée par le Parlement pour préciser ou compléter les dispositions de la Constitution française (1958).
- **Loi référendaire** : loi résultant de l'adoption par référendum (voir ce mot) d'un projet de loi soumis au peuple par le Président.
- **Personne morale** : groupement de personnes ou de biens ayant la personnalité juridique et étant par conséquent, titulaire de droits et obligations.
- **Personne physique** : individu ???
- **P.-d.g** : président directeur général. Personne physique élue par le conseil d'administration d'une SA parmi ses membres. Chargé d'assumer la direction générale de la société.
- **Pouvoir exécutif** : fonction consistant à assurer l'exécution des lois.
- **PROMOSUD** : société de financement et de développement de la Province Sud.
- **RCS** : registre du commerce et des sociétés.

- **Référendum** : procédure de vote permettant de consulter directement les électeurs sur une question ou un texte.
- **RIDET** : répertoire d'identification des entreprises et des établissements.
- **RUAMM** : Régime unifié d'assurance maladie maternité.
- **SAS** : société par actions simplifiée.
- **SODIL** : Société de développement et d'investissement des îles.
- **SOFINOR** : Société de financement de la Province Nord
- **Tiers** : personne étrangère à un acte juridique.